

Alexis Sinduhije a été arrêté à Dar es-Salaam sur demande de Bujumbura

@rib News, 13/01/2012 â€“ Source AFP Un des principaux leaders de l'opposition burundaise, Alexis Sinduhije, qui vit en exil en France, a été arrêté mercredi soir à Dar es-Salaam, en Tanzanie, sur demande des autorités burundaises, a-t-on appris de sources concordantes. « L'opposant Alexis Sinduhije, en provenance de l'Ouganda, a été arrêté mercredi soir à l'aéroport de Dar es-Salaam par la police tanzanienne, sur demande des autorités burundaises », a annoncé vendredi Me Habas Nyange, avocat tanzanien de M. Sinduhije, joint par téléphone depuis Bujumbura. Cette information a été confirmée à Bujumbura par Léonce Ngendakumana, le président de l'Alliance démocratique pour le changement au Burundi (ADC-Ikibiri), une plate-forme qui regroupe les principaux partis d'opposition. Aucun responsable politique burundais ne voulait réagir officiellement sur le sujet vendredi, mais plusieurs responsables des services de sécurité se sont joints de cette arrestation, l'un d'entre eux accusant M. Sinduhije d'être la tête d'un groupe terroriste qui tente de déstabiliser le Burundi depuis plus d'une année. « Les autorités l'accusent d'avoir participé à un meurtre il y a plusieurs années, et elles sont en train de tout faire pour essayer d'obtenir son extradition », a expliqué l'avocat tanzanien de l'opposant. « Mais je peux vous assurer que tout cela est fait sans aucun mandat d'arrêt international lancé contre lui », a assuré M. Nyange, qui a dénoncé une arrestation arbitraire arrangée entre deux pouvoirs dictatoriaux. L'ancien journaliste Alexis Sinduhije, la tête du parti d'opposition Mouvement pour la solidarité et le développement (MSD), a fui le Burundi après la contestation des élections générales de 2010 par l'opposition, et des violences qui s'en sont suivies. Il vit aujourd'hui en exil en France. Plus de 300 opposants ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires en 2011 selon une ONG locale, alors que le Conseil de sécurité de l'ONU a dénoncé 53 exécutions de ce genre perpétrées de janvier à novembre 2011. La multiplication des violences au Burundi fait craindre de nombreux observateurs une reprise des hostilités plus grande échelle dans ce pays marqué par une longue guerre civile qui a fait près de 300.000 morts entre 1993 et 2006. « Le président Pierre Nkurunziza avait appelé les leaders d'opposition en exil à regagner le Burundi sans crainte, (...). Cette arrestation ferme définitivement la porte à tout dialogue entre le gouvernement et l'opposition », a commenté un diplomate en poste à Bujumbura, sous couvert d'anonymat.